



# 2010

sera l'année  
de tous les

# ESPOIRS

- ÉLECTIONS RÉGIONALES
- NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ
- RÉNOVATION DU PARTI

## sommaire

### Vie fédérale :

Les formations se poursuivent - Le calendrier : page 2

Sous les projecteurs : Une Bretagne pour tous : page 3

Edito : page 3

Dossier : La politique migratoire du PS : page 4

Une nouvelle équipe à la tête du MJS : page 4

MJS : Au revoir et à bientôt : page 5

Une récession rapide en trois actes : page 5

Entretien : avec Mona Ozouf : page 6

Entretien : avec Jean-Michel Boucheron : page 7

Société :

Ne nous faisons pas voler notre dernière liberté : page 8

Une Bretagne pour tous  
Breizhstorming  
dernier acte du projet : Forum de synthèse  
le samedi 30 janvier de 9 h 30 à 16 h  
Salle de la Cité - Rue Saint-Louis - Rennes

# Les formations se poursuivent...

## Calendrier de travail de la Fédération d'Ille-et-Vilaine :

### — Réunions du Bureau Fédéral :

En janvier, le Bureau Fédéral se réunira à 12 h 30, les jeudis 7, 14, 21 et 28 à la Maison des Socialistes, rue de La Chalotais.

### — Réunions du Conseil Fédéral :

**Vendredi 15 janvier, 20 h 30**

**Vendredi 12 février, 20 h 30**

**Mardi 16 mars, 20 h 30**

— **Dimanche 31 janvier**, Salle de la Mutualité à Paris, Rassemblement National des Secrétaires de Section.

— **Lundi 15 février, à 18 heures**, maison des Socialistes ; débat sur le thème : La politique migratoire du PS.

### — Préparation des régionales :

**Dimanche 17 janvier, Pontivy**, assemblée générale du BREIS pour l'adoption du programme régional.

**Samedi 30 janvier, 9 h 30**,

Salle de la Cité, lancement de la campagne des régionales.

### A NOTER SUR VOTRE AGENDA

**Jeudi 18 mars**,

Meeting régional à la Halle Martenot.

La Fédération a accueilli, le 12 décembre dernier, la seconde formation de l'université permanente décentralisée, qui achève le premier cycle de formation.

Cette réunion était consacrée au fonctionnement du parti socialiste. 16 sections ont participé à ce moment militant, qui a permis de se familiariser avec les statuts et les règles internes du parti.

La formation, assurée par le secrétaire de section de Rennes-Villejean, Cyrille Morel, s'est déroulée en trois parties.

Dans le premier point, le formateur a évoqué les évolutions et les permanences de l'organisation. Les règles de fonctionnement, en effet, sont inscrites dans la durée, mais ont évolué avec la société. Ainsi, quelques principes fondamentaux figurent depuis le départ dans les statuts, comme le principe de la représentation proportionnelle, présent dès sa création en 1905.

L'intervenant a également fait la lecture du texte qui évoque le plus ces principes de fonctionnement, le discours prononcé par Léon Blum au congrès de Tours en 1920. Il fixe les principes qui n'ont pas changé depuis cette date, bien que les modalités de leur application aient évolué.

A partir de 1971, des modifications majeures sont décidées au fil de nos Congrès : 10% de présence féminine en 1974, vote à bulletin secret et élection des premiers secrétaires par les militants en 1995. Un principe inscrit dans nos statuts va voir sa première application en 1995 lors de la première primaire interne entre Jospin et Emmanuelli. Les règles de non-cumul en 2008, ont permis aux adhérents présents de réaliser le chemin parcouru en un siècle dans la transformation du parti, véritable courroie de transmission des évolutions et des mouvements de la société.

La deuxième partie de la réunion a été consacrée à la présentation de l'organisation des différentes instances et aux modalités de désignation de nos dirigeants.

Cela a été aussi l'occasion d'aborder les «spécificités» locales de notre fonctionnement, comme la création d'une structure régionale, le BREIS, initiée au Congrès de la Fédération Socialiste Autonome de Bretagne de Saint-Brieuc de 1907, et créée à Rennes en septembre 1973, dans la lignée du CELIB, bien avant le congrès de Grenoble qui inscrira dans les statuts la création des unions régionales, ou encore l'habitude de confondre dans la même instance le secrétariat fédéral et le bureau fédéral.

Enfin, la formation s'est poursuivie par une lecture, incomplète en raison du manque de temps, des statuts et du règlement intérieur, permettant à chacun de s'approprier ces textes, avec l'aide du guide de l'adhérent qui a pu être distribué à tous les participants.

**Catherine Milin**,  
Secrétaire fédérale à la Formation.

# Jospin à Rennes le 4 février à 18 heures

L'ancien Premier Ministre  
y présentera son livre

## «Lionel raconte Jospin»

**Cinéma Colombier**  
(place du Colombier)

## BULLETIN D'ABONNEMENT

VOTRE ABONNEMENT À L'UNITÉ 35  
ARRIVE À ÉCHÉANCE ?

UN BON RÉFLEXE : RÉABONNEZ-VOUS

BULLETIN À RENVOYER À L'UNITÉ 35 :

22, RUE DE LA CHALOTAIS - 35000 RENNES

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

VILLE : \_\_\_\_\_

(0,76 EUROS, LE NUMÉRO - 10 NUMÉROS PAR AN).

CHEQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE  
FINANCEMENT DU PARTI SOCIALISTE D'ILLE-ET-VILAINE (ADFPS 35)

# Sous les projecteurs

## Les élections régionales



Tête de la liste Régionale



Tête de la liste  
en Ille-et-Vilaine

# Une Bretagne pour Tous Breizhstorming

## Dernier acte du projet

## FORUM DE SYNTHÈSE

le samedi 30 janvier  
de 9 h 30 à 16 heures

Salle de la Cité  
Rue Saint-Louis - Rennes

### PROGRAMME :

#### Matinée :

3 tables rondes sur les thèmes du programme en termes de la solidarité, de la créativité et de la responsabilité, animées par les têtes de liste départementales.

#### Après-midi :

- Présentation des listes ;
- Conclusion par Jean-Yves Le Drian.

**Tous les adhérents et les sympathisants  
sont cordialement invités  
à cette journée  
qui donnera le coup d'envoi  
de la campagne.**

# Edito



Par  
**Frédéric BOURCIER,**  
Premier Secrétaire Fédéral

## LE VIVRE ENSEMBLE RÉPUBLICAIN

**N**ous ne pouvons que réfuter le concept d'identité nationale sur lequel le pouvoir présidentiel voudrait nous égarer. Ne réduisons pas notre diversité nationale à une identité unique. Si l'on définit une unique identité alors on crée la division entre les Français, voire la stigmatisation envers certains, les étrangers par exemple.

Comme le précise l'appel de *MédiaPart*, signé par 50 000 Français dont je fais partie, la nation, affaire publique, ne relève pas de l'identité, affaire privée. Accepter que l'Etat entende définir à notre place ce qui nous appartient, dans la variété de nos itinéraires, de nos expériences et de nos appartenances, c'est ouvrir la porte à l'arbitraire, à l'autoritarisme et à la soumission.

La République n'a pas d'identité assignée, figée et fermée, mais des principes, vivants et ouverts. Nous entendons les défendre et surtout par notre action, de manière continue, les faire vivre. Promouvoir une France de la liberté des opinions, de l'égalité des droits et de la fraternité des peuples, c'est aussi la responsabilité des citoyens et de leurs représentants élus, le Président de la République au premier chef.

La France métissée est une réalité et une chance ; le principe de laïcité dans l'action publique est la garantie du vivre ensemble. Que les principes républicains se transforment en réalité vécue par tous les Français ! Ce que l'on peut exprimer sous forme de vœux en ce début d'année a une résonance particulière face à l'échec du sarkozysme. Nous socialistes savons depuis Jaurès que la République ne peut être que sociale.

## LA POLITIQUE MIGRATOIRE DU PS

**D**epuis quelques années, on assiste à une véritable «chasse» à l'immigré de la part de Sarkozy. En effet, les lois votées depuis 2002, modifiant notamment celle relative à l'entrée et au séjour des étrangers, n'ont cessé de durcir les conditions d'entrée des étrangers en France, mais aussi de rendre plus difficile la situation de ceux qui y vivent.

Par exemple, le durcissement des conditions du regroupement familial remet en cause le droit inaliénable à vivre en famille. Sans parler des mariages mixtes sans cesse stigmatisés.

Et pourtant la France est riche des apports de tous ces hommes et de toutes ces femmes de toutes origines, qui ont contribué à l'Histoire de la France, à son essor économique et à son rayonnement. Avait-on demandé à ces milliers de combattants venus d'outre-Méditerranée leur carte de séjour pour venir défendre la France et la liberté ?

La droite s'acharne à mener cette politique inhumaine, bafouant les Droits de l'Homme, comme en témoignent le placement d'enfants en centre de rétention, les éclatements ou expulsions de familles dont les enfants sont scolarisés ou bien encore les refus de régulariser les travailleurs sans-papiers qui contribuent à la richesse du pays. Et que dire du respect du droit d'asile, quand la droite renvoie des Afghans dans leur pays en guerre, faisant du droit d'asile une des variables du contrôle des flux migratoires.

Dans ce monde du XXI<sup>e</sup> siècle, de nouveaux défis, qui auront des effets sur les migrations, nous attendent comme le réchauffement climatique par exemple. De nouvelles migrations sont en route ; leurs rythmes, leurs parcours se sont diversifiés. De plus n'oublions pas que les plus grands mouvements migratoires sont et seront des migrations de pays du Sud vers d'autres pays du Sud.

C'est pourquoi les socialistes veulent promouvoir une politique d'immigration juste et régulée, ambitieuse pour la France, fidèle à ses valeurs des Droits de l'Homme qui ont fait la grandeur de la France. Cette politique d'immigration claire, bâtie en concertation avec nos partenaires européens, reposera sur trois piliers.

### 1- Des règles claires et justes

L'immigration doit, plus que jamais, être régie par le droit, un droit lisible et stable, tant pour s'assurer que les étrangers présents dans notre pays respectent les lois de la République, tant pour garantir leurs droits,

notamment au regard des conventions internationales signées par la France, entre autres celles concernant le droit d'asile (*article 14 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme*).

Les députés européens, dont Roselyne Lefrançois, ont, par le passé, voté NON à l'indigne proposition de directive européenne «Retour» qui autorisait sans procès, une privation de liberté de 18 mois pour une personne sans papier, qui est contraire à tous les engagements de l'Union européenne en matière de Droits de l'Homme. Cette directive est tout simplement contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

### 2- L'accueil républicain.

L'Etat doit assumer pleinement ses responsabilités ; il doit soutenir, associer aux décisions publiques et s'engager dans la durée auprès des territoires et collectivités qui accueillent, souvent seuls et sans moyen, les populations immigrées. Ceci notamment au regard du logement, de l'apprentissage du français, de l'école et de la lutte contre les discriminations.

### 3- Le partenariat.

Ce partenariat, comme le codéveloppement doit se faire dans un cadre européen. Ce partenariat se doit d'être équitable entre pays d'accueil et pays d'émigration, il doit permettre aux pays en développement de construire leur avenir mais aussi permettre la possibilité d'aller et de venir des étudiants et des travailleurs (visas circulaires), les échanges culturels et techniques peuvent être facilités.

Si nous mettons en œuvre cette politique, alors la France saura relever le défi économique, social et culturel et profiter de l'opportunité que représentent les migrations, ceci dans le plus profond respect des valeurs de Liberté, d'Égalité, de Fraternité.

En Ile-et-Vilaine, un de nos prochains rendez-vous de soirée-débat sera consacré à ce thème le lundi 15 février à 18 heures, à la Maison des Socialistes, 22 rue de La Chalotais. N'hésitez pas alors à venir en débattre avec nous.

**Frédéric Bourcier,**  
Premier Secrétaire Fédéral  
**Marie-Anne Chapdelaine,**  
Secrétaire Fédérale  
au Développement du PS



Arnaud BONNET

## Une nouvelle équipe à la tête du MJS 35

**L**e Mouvement des Jeunes Socialistes d'Ile-et-Vilaine vient de vivre son congrès local en décembre dernier, un congrès qui a permis aux militants de s'exprimer sur leurs attentes et leur volonté de redonner une nouvelle dynamique à notre fédération.

Le plan d'action fédéral a commencé à être élaboré dès cet été en y associant l'ensemble des militants jeunes socialistes. Celui-ci a pour objectifs d'améliorer l'efficacité de notre action, de permettre au MJS 35 d'être plus visible au sein du département, en réhabilitant la formation dans notre fédération et en utilisant de nouveaux modes d'actions et de communication. Ce projet vise également à ouvrir notre organisation sur l'extérieur : à l'ensemble de la jeunesse et aux différentes organisations politiques, syndicales et associatives progressistes. Cette volonté d'unité est importante à nos yeux car il nous incombe une certaine responsabilité historique aujourd'hui. En effet, face à une droite qui organise la plus grave régression des conditions de vie de la jeunesse depuis 1945, nous nous devons d'agir. De la même manière que l'unité de la jeune gauche fut précurseur du Front Populaire en 1936, nous devons préparer cette future et nécessaire union de la gauche en 2012. Cette unité devra être fondée sur un diagnostic commun de l'urgence sociale face à laquelle on se trouve, avec une grille de lecture, une analyse, et des perspectives communes, orchestrant la rupture avec le libéralisme destructeur et ouvrant la voie de la transformation sociale. En somme, nous voulons que le MJS 35 puisse créer une dynamique permettant de mener et de gagner les élections régionales, ainsi que de préparer l'élection présidentielle.

Pour porter ce projet ambitieux les militants ont élu une nouvelle équipe fédérale avec à sa tête Arnaud Bonnet, animateur fédéral du MJS 35, accompagné de Thomas Joubert élu Secrétaire Général et de Agathe Sorin à la trésorerie.

Une équipe complémentaire et dynamique qui, à peine élue, a déjà pris de nombreuses initiatives pour le mois de janvier, avec l'organisation d'une action à la préfecture contre le débat sur l'identité nationale en coopération avec d'autres organisations, un atelier sur la réforme des lycées et une réunion publique sur l'écologie en Bretagne qui sera pour nous un moyen d'officialiser le lancement de la campagne pour les élections régionales.

**Le Bureau Fédéral du MJS 35**



**P**endant un an, j'ai eu la chance et l'opportunité d'être Animatrice Fédérale du Mouvement des Jeunes Socialistes d'Ille-et-Vilaine. Je laisse aujourd'hui ma place à une nouvelle équipe car c'est cela toute

la grandeur du MJS, de laisser la possibilité à chacun de faire sa place dans l'organisation et de lui apporter autant qu'elle nous apporte. Moi qui suis également au PS, je regrette parfois — le vote d'octobre dernier m'a montré que je n'étais pas la seule — ce manque d'ouverture et de renouvellement chez nos aînés. Mais je ne doute pas qu'à force de persévérance et de convictions, le PS laissera pleinement sa place à chacun de ses militants. Je suis bien évidemment un peu triste, mais je ne pars pas bien loin. Je suis à présent membre de la Commission Nationale d'Arbitrage et je continue mon petit bout de chemin au MJS. Cette année a été forte en émotion, en combats, gagnés ou perdus d'ailleurs, en apprentissage, parfois en désillusions. Mais j'en sors avec la volonté de faire triompher les idéaux socialistes et c'est ce qui est le plus

important. En 2009, en dehors même des élections sur lesquelles je ne souhaite pas revenir (je ne pense pas qu'il est nécessaire de ressasser cela encore une fois), il y a eu des luttes importantes. Celle contre la politique d'immigration qui a sans cesse stigmatisé les étrangers, les a, au jour le jour, déshumanisés, criminalisés et qui a débouché sur ce débat puant de l'identité nationale. Celle contre la

plus étonnant) l'AL, la CNT et le SLB. Je n'ai pas toujours été d'accord avec eux, mais une chose nous a toujours unis, nous ne pouvions pas laisser faire Nicolas Sarkozy. Et puis il y a évidemment tous les camarades du MJS qui se sont battus et qui continuent de se battre. J'ai une pensée particulière pour certains d'entre eux : Gwenaél Stephan, notre ancien animateur fédéral et Coordinateur

## Au revoir et à bientôt...

destruction de l'enseignement en général (suppression des postes, politique de l'économie de bouts de chandelles, déstructuration de la formation des professeurs). Celle contre la volonté de la droite de détruire les services publics, de les privatiser (la poste bien sûr mais les attaques actuelles contre l'école et l'enseignement supérieur public alors que l'enseignement privé acquiert de nouveaux droits ne peuvent que nous laisser présager le pire). Celle pour espérer qu'enfin cela change, ne serait-ce qu'un peu... Toutes ces luttes et d'autres encore continuent aujourd'hui, et continueront tant que la droite sera au pouvoir. C'est pour cela qu'il est important de se battre en tant que socialiste et qu'il est important de faire gagner la gauche et celle-ci ne gagnera qu'unie. C'est pourquoi je souhaite saluer les organisations avec qui j'ai pu travailler : les JC, l'UNEF, Sud Etudiant, le NPA, les Verts, le PG, les souris vertes ainsi que (et pour beaucoup ce sera

Régional avec qui j'ai aimé travailler en tant que Secrétaire générale et avec qui je continue à aimer travailler, Aude Gay-Heuzey qui a été ma Secrétaire Générale et qui a beaucoup sacrifié au MJS, Thomas Joubert à qui je souhaite tous mes vœux de réussite, Simon Madrilène qui nous a tous beaucoup appris et qui continuera à nous apprendre, Joseph Poucineau, Paul Rubion et Camille Pilorge avec qui j'aime tout simplement militer et discuter, enfin à toute la nouvelle équipe en lui souhaitant bonne chance notamment à Arnaud Bonnet qui me remplace et qui aura bien du travail en cette période de régression sociale. Je tiens pour finir à remercier le Parti Socialiste qui a toujours été là pour le MJS et pour moi-même, son bureau fédéral, ses permanents, son journal (merci Jean-François pour ta patience), ses militants et ma section (Guichen).

**Fanny Panhaleux,**  
ancienne Animatrice Fédérale du MJS 35,

## Une régression en trois actes

**U**ne page sombre de l'histoire des politiques publiques se tourne. Ce qui se passe est d'une extrême gravité : pour le dynamisme de nos territoires, pour la démocratie locale. Apprêtons-nous à faire le deuil des grandes lois de décentralisation, aujourd'hui reconnues par tous, à gauche publiquement, à droite le plus souvent en coulisse.

Il y a à la tête de notre Etat un Président qui ne croit pas en la puissance de l'action publique, encore moins à celle des politiques publiques locales. La faute à son parcours sans doute : bien naïf celui qui peut croire que présider le Conseil Général des Hauts-de-Seine relève de l'exercice d'un mandat local. Plus grave, la faute à une incapacité, celle de souffrir ou même d'admettre la contestation, la discussion. Je vous le dis car j'en ai l'intime conviction, nous vivons une page majeure, relativement discrète et par là d'autant plus dangereuse.

Les collectivités locales dans leur ensemble prennent en pleine face trois phénomènes violents : deux sont structurels (les transferts de charges et la réforme fiscale), l'autre est par nature conjoncturel, la crise économique et sociale que nous traversons, lourde d'incidences en perte de moyens financiers comme en nouvelles charges (insertion...).

**En clair :** des communes limitées dans leurs moyens, des départements étouffés, des régions sous tutelle. Voilà le sombre tableau à ce jour.

Absence de débat et de consultation, précipitation et inversion des priorités (il est aberrant de parler moyens avant de clarifier les compétences !) dominent les réformes voulues par N. Sarkozy.

La prise de conscience se fait mais elle est tardive car N. Sarkozy aura su jouer au plan national de nos divisions pour nous rendre inaudibles. A pieds joints, nous sommes tombés dans le piège.

Ce qui est grave, ce n'est pas tant que les collectivités locales soient malmenées, c'est que nul ne sait qui prendra le relais de ce qu'elles ne pourront plus faire et que ce qui faisait la force de notre beau pays, et encore plus ici qu'ailleurs, à savoir la capacité à établir des synergies pour porter des projets au plus près des territoires, est aujourd'hui fortement compromis.

Alors que faire ? Surtout ne pas baisser les bras aux timides reculades avancées par le gouvernement car celles-ci sont programmées de longue date. Jeter quelques miettes pour apaiser la faim, la stratégie est bien connue. Gagner les régionales, nettement, fièrement, comme un coup de semonce, comme le début d'une belle série pour les cantonales de 2011 et les présidentielle et législatives de 2012. Mais surtout dans l'immédiat, mettre les parlementaires de la majorité devant leurs responsabilités pour que cesse le double discours du vote parisien et du discours en circonscription.

**Pierre MORIN**  
Premier Secrétaire Fédéral adjoint - Porte-parole

## IDENTITÉ FRANÇAISE

**Au moment où le débat sur l'identité nationale trouble même certains membres de l'UMP, la rédaction de l'Unité 35 a souhaité interroger sur cette notion Madame Mona Ozouf, historienne, qui vient de publier *Composition française*, un essai où elle aborde, entre autres, cette question, sous l'angle des rapports entre l'esprit national et les cultures locales.**



**Selon vous, la manière de poser la question est-elle acceptable ?**

Elle est doublement contestable. D'une part, parce qu'elle fait voyager le débat de l'Etat vers la société, à travers les préfetures, réflexe typique d'un pays qui tient la centralisation pour une excellence nationale, comme si le partage des valeurs communes s'établissait par décision administrative, hors du milieu concret de la vie. D'autre part, parce que certaines déclarations tendent à faire croire qu'il y a une formule fixe et indiscutée de l'identité nationale. Si elle existait, elle aurait pour conséquence immédiate d'autoriser un tri entre bons et mauvais Français.

Entretien avec

**MONA OZOUF**  
Historienne

**M**ona Ozouf, trouvez-vous que le débat sur l'identité nationale soit opportun ?

Je l'ai accueilli pour ma part avec une certaine méfiance, essentiellement en raison du lien établi entre le problème de l'identité et celui de l'immigration, lien que suggère l'intitulé même du ministère d'Eric Besson. Mais méfiance ne signifie pas forcément hostilité. La réflexion sur ce qui constitue le sentiment d'appartenance à l'ensemble national est loin d'être privée d'intérêt. Il est facile en effet de constater que ce sentiment est en crise : à la fois crise de la transmission (la mise en cause générale de l'autorité), crise politique (dilution de la nation dans des ensembles plus vastes et brumeux), crise sociale (le chômage comme facteur puissant de désintégration). Tout cela peut nourrir le sentiment que quelque chose de vital a été perdu en route et inspirer le désir d'une restauration.

**Ce qui serait évidemment fâcheux. Peut-il exister, néanmoins, une bonne façon de conduire un tel débat ?**

Oui, à condition de le complexifier. C'est-à-dire de l'historiser, en mettant au jour les raisons pour lesquelles la France a nourri son obsession de l'unité et de l'identité et sa méfiance envers la pluralité. Il faudrait aussi cesser de définir le républicanisme de manière purement défensive, en l'opposant au fédéralisme européen, au libéralisme, au communautarisme. Et le repenser de manière positive, comme un projet d'intégration et de reconnaissance sociale.

**Considérez-vous qu'il y a une identité française ? Et si oui, comment la définiriez-vous ?**

C'est un jacobinisme impénitent qui nous fait concevoir l'identité comme une, dans

l'inconscience des appartenances multiples et plurielles, et en opposition aux identités alternatives, familiales, professionnelles, régionales, linguistiques, religieuses. Mais s'il faut refuser de définir, c'est-à-dire de figer et d'essentialiser, l'identité nationale, en revanche il y a un héritage français qu'on peut explorer et célébrer. On y trouverait pêle-mêle la culture de la mixité, la confiance dans les rapports de civilité, la préservation d'une sphère privée, l'amour de la littérature, et bien sûr la tension vers l'universel. Un héritage qu'on peut concevoir à la fois comme le socle et l'envers de notre liberté. Le socle, parce que c'est au sein de cet héritage que chacun de nous acquiert la capacité de penser et d'agir par lui-même. L'envers, parce qu'il pourrait signifier l'enfermement dans une situation héritée et qu'il nous faut toujours préserver la possibilité de la déprise.

**Propos recueillis par  
Jean-François Picaut**  
Rédacteur en chef de l'Unité 35

Mona Ozouf est agrégée de philosophie, directrice de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Elle a consacré l'essentiel de ses recherches aux problèmes de l'école publique en France et de la Révolution française, et s'est également intéressée au roman du XIX<sup>e</sup> siècle.

*Composition française, Retour sur une enfance bretonne* est paru aux éditions Gallimard. Il a obtenu le Prix de l'Essai de la Revue des Deux Mondes et le prix Breizh.

## Logique de guerre, logique de paix ?



**J**ean-Michel, tu viens d'être élu, pour quatre ans, Vice-Président du Parlement de l'OTAN par les 300 parlementaires (européens et nord-américains) issus des 28 pays membres et des 20 pays observateurs et associés : c'est un grand honneur et une grande satisfaction personnelle ?

Il y a lieu d'être satisfait, évidemment, puisque c'est la première fois qu'un socialiste français, notoirement non atlantiste de surcroît, est élu au bureau du Parlement de l'OTAN. Je suis connu dans cette enceinte comme promoteur d'une défense européenne, pour mon opposition ferme à la politique de George W. Bush et mon hostilité à la réintégration totale de la France dans l'OTAN.

### Qui a été à l'origine de ta candidature ?

Ma candidature a été présentée par les parlementaires turcs, avec l'appui des Italiens, des travaillistes anglais et de l'ensemble des Allemands.

### Tu accèdes à cette fonction près d'un an après la prise de fonction d'Obama. Son élection a-t-elle fait baisser les tensions dans le monde ?

La communauté internationale est dans l'impasse sur deux dossiers clefs et Barack Obama, depuis son élection, a rencontré deux obstacles majeurs : la réélection d'Ahmadinejad en Iran et l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite israélienne avec le gouvernement Netanyahu.

### Tu considères qu'un Iran détenteur de l'arme nucléaire est un danger pour la paix ?

L'Iran est un très grand pays de grande civilisation. Il souhaite un statut de « puissance ». Personne ne l'empêchera de mettre au point l'arme nucléaire. S'enfermer dans une logique de sanctions n'est pas une solution. Les sanctions économiques déboucheraient sur une impasse et renforceraient un régime détestable. Quant aux sanctions militaires, elles seraient irresponsables, inutiles et porteuses de



Entretien avec  
**JEAN-MICHEL BOUCHERON,**  
député d'Ille-et-Vilaine

dramas. Il faut donc considérer l'Iran comme un acteur qui a aussi intérêt à la paix en Irak, en Afghanistan, au Liban et à Gaza. Le traité de non prolifération des armes nucléaires se renégociera en juin-juillet de cette année. A cette occasion, Israël doit reconnaître officiellement qu'il possède l'arme nucléaire. Il faut qu'une grande négociation de paix dans cette zone, basée sur la rationalité de la dissuasion nucléaire, puisse avoir lieu sous la responsabilité de l'ONU.

### Et en ce qui concerne le dossier Israël/Palestine ?

Je reproche à l'ensemble des Etats européens d'avoir protesté trop mollement lors des massacres et de la destruction de Gaza, par l'armée israélienne, et de ne pas avoir dialogué avec l'ensemble des interlocuteurs, bref, d'avoir suivi la politique du Likoud et de G. W. Bush. Aujourd'hui, l'Europe n'existe plus politiquement dans cette région et Barack Obama y est très affaibli.

Tels sont les deux dossiers qui polluent toutes les relations internationales à l'heure de la montée d'enjeux énergétiques majeurs. L'avenir est à une organisation mondiale garante du partage équitable des énergies pétrolières, gazières et nucléaires. C'est un enjeu majeur, au moins aussi important que celui de Copenhague. Or, il n'y aura aucune avancée dans ce domaine tant que, sur les deux dossiers que nous venons d'évoquer, les interlocuteurs raisonnables laisseront la parole aux hystériques.

### Dans ce contexte, comment vois-tu l'évolution en Afghanistan ? Ou, si tu préfères, y a-t-il une issue au piège afghan ?

Il n'y aura d'issue qu'à deux conditions. Il faut faire la différence entre Al Qaida (quelques centaines d'individus) et les talibans : ce sont deux problèmes différents. La lutte, nécessaire, contre Al Qaida ne peut pas être une lutte contre l'ensemble du monde musulman. L'administration américaine commence à intégrer cette donnée.

### Doit-on craindre des attentats en France ?

Pour qu'il n'y ait pas d'attentat en France, il faut réunir trois conditions. Al Qaida doit être harcelé dans ses bases au Pakistan au Yémen, en Somalie et dans le sud Sahara. Il faut que nos services secrets fassent bien leur travail : ce qui me semble être actuellement le cas. Enfin, il faut souhaiter que nous continuions d'avoir de la chance, ce n'est jamais assuré.

Quelques mots sur le rôle de la Turquie, pour terminer ce tour d'horizon.

Rejeter ce pays constitue une faute lourde : c'est celui qui réalise le mieux la convergence entre le monde musulman et le mode de vie démocratique et de développement occidental. Rejeter la Turquie, c'est donner raison à Al Qaida et aux néo-conservateurs américains qui considèrent que le choc des civilisations est inévitable. Il faut que les responsables politiques français cessent de regarder les sondages et pensent à l'avenir stratégique de l'Europe. Elle a, sur ce sujet, un rôle éminent et déterminant à jouer.

*Propos recueillis par  
Jean-François PICAUT,  
Secrétaire Fédéral à la Communication*

## Le Parti socialiste propose une loi sur la fin de vie



Jean-Luc ROMERO

sion de la sortie de son nouveau livre, *Les Voleurs de Liberté*.

**Jean-Luc Roméro, vous publiez *Les Voleurs de Liberté* qui est un manifeste pour une légalisation de l'euthanasie. Est-ce parce que nous sommes à un moment où l'Etat s'apprête à faire évoluer les lois bioéthiques, qui comprennent notamment les questions de fin de vie, que vous faites entendre votre voix ?**

Cela fait maintenant deux ans que je suis président de l'ADMD. Je me suis dit en effet que le moment était opportun pour dire et expliquer ce que l'ADMD demande, parler des situations actuellement vécues. Vous savez, le 19 novembre dernier, c'est la première fois que l'Assemblée nationale débattait d'un projet de loi autour de la fin de vie. C'est le Parti Socialiste qui l'a déposé. Le contexte national est propice à ce débat et à la lecture de ce livre.

**Les Français sont largement favorables à une législation sur la fin de vie. Pourquoi les choses ne bougent-elles pas ?**

En effet, cela fait près de 20 ans que 80 à 90% des Français sont favorables à la légalisation de l'euthanasie, mais cela ne se fait pas. Vous avez une élite qui méprise les questions sociétales et qui est complètement coupée des Français et des évolutions de la société. Vous retrouvez toujours les mêmes personnes qui se dressent contre le droit à l'avortement, contre les droits des homos, contre l'euthanasie... Il y a des lobbys forts. Beaucoup de députés UMP sont de grands médecins puissants, comme le professeur Leonetti qui a été chargé de conduire la

**E**n novembre dernier, les députés socialistes ont déposé une proposition de loi relative au droit de finir sa vie dans la dignité proposant une légalisation encadrée de l'euthanasie. C'est la première fois qu'un tel texte était débattu au Parlement. Rencontre avec le combattif et passionné **Jean-Luc Romero**, président de l'Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité (ADMD) à l'oc-

cas de la sortie de son nouveau livre, *Les Voleurs de Liberté*.

**Que penser des soins palliatifs qui sont censés adoucir la fin de vie ?**

Ces soins sont utiles mais ne font pas taire la souffrance morale. D'autant plus qu'une faible minorité de gens y a accès. Nous demandons une loi de dignité et de fraternité. Une loi pour tous. La première condition, c'est la garantie du respect de la volonté de la personne qui veut partir. Respecter la vie, c'est aussi garantir une fin de vie digne.

**Vous avez soutenu ce projet de loi porté par les socialistes ?**

Ce texte, porté et défendu par Laurent Fabius, n'était pas parfait mais allait dans le bon sens. A l'ADMD, nous pensons qu'il serait plus simple de reprendre ce qui a déjà été fait, notamment aux Pays-Bas qui est le premier pays au monde à avoir légalisé l'euthanasie. La Belgique et le Luxembourg ont aussi suivi le pas en Europe.

Quelle est la prochaine étape de votre combat ?

A l'Assemblée Nationale, le texte des socialistes a recueilli 207 voix. Il y a désormais une base de parlementaires sur qui on peut compter. La légalisation encadrée de l'euthanasie est nécessaire et sera de toute façon inéluctable, j'en suis convaincu.

Quelle est la prochaine étape de votre combat ?

A l'Assemblée Nationale, le texte des socialistes a recueilli 207 voix. Il y a désormais une base de parlementaires sur qui on peut compter. La légalisation encadrée de l'euthanasie est nécessaire et sera de toute façon inéluctable, j'en suis convaincu.

**Propos recueillis par Erwann LE HÔ**

*Les Voleurs de Liberté*, Jean-Luc Romero. Editions Florent Massot, 2009.

# «Ne nous faisons pas voler notre dernière liberté !»

### MAISON DES SOCIALISTES

**Talon à adresser à la Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste  
22, rue de La Chalotais - 35000 Rennes**

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Je fais un don de ..... euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle **Maison des Socialistes** d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de la Chalotais.

Je recevrai en 2011 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.